

le château

Rapport annuel 1999



notre entreprise

Le Château est l'un des plus importants détaillants de vêtements, de chaussures et d'accessoires à prix abordable, destinés aux femmes, hommes et préadolescents dynamiques et soucieux de la mode. Notre approche verticale, alliée à nos forces en stylisme et développement de produits, nous procure un avantage concurrentiel qui nous permet d'accroître sans cesse la popularité de notre marque dans un marché en évolution rapide. Notre clientèle se compose principalement de jeunes âgés de 15 à 25 ans, tandis que notre nouvelle marque *JUNIOR GIRL* s'adresse au créneau des 8 à 14 ans.

Les vêtements de marque Le Château sont vendus par l'entremise de nos 159 magasins de détail, lesquels ont une superficie moyenne de 3 000 pieds carrés. Tous nos magasins sont situés au Canada, à l'exception de trois aux États-Unis.

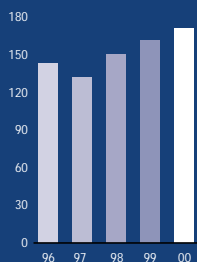
Le Château fabrique environ 65 % de ses produits dans ses propres installations canadiennes de production.

EMPLACEMENT ET SUPERFICIE DES MAGASINS LE CHÂTEAU (excluant les magasins-entrepôts franchisés)

Exercices terminés les	29 janvier 2000	30 janvier 1999	29 janvier 2000	30 janvier 1999
Provinces	Magasins	Magasins	Superficie (pi ²)	Superficie (pi ²)
Ontario	54	50	201 615	187 988
Québec	44	43	179 655	178 883
Colombie-Britannique	23	19	68 268	56 739
Alberta	15	11	53 623	36 402
Manitoba	6	6	27 951	27 951
Nouvelle-Écosse	6	6	12 669	12 669
Nouveau-Brunswick	4	4	12 454	12 385
Saskatchewan	4	4	13 209	13 209
Total du réseau canadien	156	143	569 444	526 226
Total du réseau américain	3	3	16 416	16 416
Total des magasins Le Château	159	146	585 860	542 642

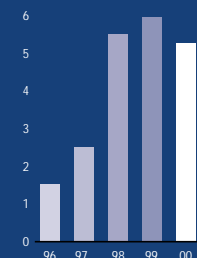
Ventes

(en millions de dollars)



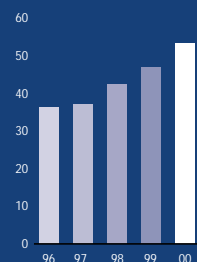
Bénéfice net

(en millions de dollars)



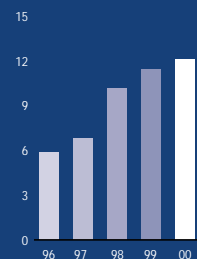
Capitaux propres

(en millions de dollars)



Marge brute d'autofinancement

(en millions de dollars)



faits saillants

Exercices terminés les	29 janvier 2000	30 janvier 1999	31 janvier 1998	25 janvier 1997	27 janvier 1996
------------------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------	-----------------

(en milliers de dollars sauf les données par action)

(53 semaines)

Résultats

Ventes	168 666 \$	160 921 \$	150 241 \$	134 488 \$	141 975 \$
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	9 019	10 035	9 206	4 570	3 025
Bénéfice net	5 269	5 870	5 368	2 618	1 500
• Par action	1,07	1,20	1,15	0,57	0,33
Dividendes par action	0,40	0,40	0,30	0,30	0,30
Nombre moyen d'actions en circulation (000)	4 925	4 871	4 669	4 561	4 560

Situation financière

Fonds de roulement	19 585 \$	21 780 \$	22 451 \$	19 849 \$	17 897 \$
Capitaux propres	50 380	46 827	42 542	37 249	35 999
Total de l'actif	68 624	66 872	65 007	55 644	50 640

Ratios financiers

Ratio du fonds de roulement	2,41:1	2,55:1	2,51:1	2,59:1	2,58:1
Ratio de liquidité immédiate	0,94:1	1,34:1	1,57:1	1,47:1	1,19:1
Ratio d'endettement ⁽¹⁾	0,08:1	0,13:1	0,17:1	0,13:1	0,08:1

Autres statistiques

(unités comme précisé)

Marge brute d'autofinancement	12 048 \$	11 059 \$	10 106 \$	6 851 \$	5 899 \$
Dépenses en immobilisations	10 628 \$	8 822 \$	9 622 \$	6 195 \$	9 291 \$
Nombre de magasins en fin d'exercice ⁽²⁾	159	146	143	141	148
Superficie en pi ² ⁽²⁾	585 860	542 642	523 750	514 631	517 633
Ventes au pi ² ⁽³⁾	322 \$	323 \$	310 \$	273 \$	273 \$

(1) Incluant les baux de location-acquisition et la tranche à court terme de la dette, excluant les avantages incitatifs reportés.

(2) Excluant les magasins-entrepôts franchisés.

(3) Excluant les magasins-entrepôts Le Château et les magasins-entrepôts franchisés.

Renseignements sur le titre

Symbole : CTU.A

Inscription boursière : TSE

Nombre d'actions participantes en circulation
(au 8 mai 2000) :

1 915 291 actions subalternes de catégorie A
avec droit de vote

3 020 000 actions de catégorie B
avec droit de vote

Nombre d'actions en circulation dans le public :
1 617 361 actions de catégorie A

Haut/bas du cours de l'action de catégorie A

(période de 12 mois terminée

le 8 mai 2000) : 10,05 \$/5,80 \$

Cours récent (8 mai 2000) : 6,00 \$

Bénéfice par action : 1,07 \$

Ratio cours/bénéfice : 5,61x

Valeur comptable de l'action : 10,21 \$

Ratio cours/valeur comptable : 0,59x

message aux actionnaires

En 1999, Le Château a une fois de plus enregistré de solides résultats financiers et amélioré ses activités d'exploitation. Nous avons également continué à renforcer la marque Le Château.

Le bénéfice net après impôts se chiffre à 5,3 millions de dollars ou 1,07 \$ par action, comparativement à 5,9 millions de dollars ou 1,20 \$ par action l'année précédente. Le volume des ventes a augmenté à 168,7 millions de dollars, tandis que la valeur comptable s'est hissée à 10,21 \$ par action. Durant l'exercice 1999, les dividendes versés ont totalisé 0,40 \$ par action. Le Château a versé des dividendes pendant 26 trimestres consécutifs et nous avons la ferme intention de maintenir cette politique.

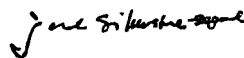
Le Château demeure fidèle à son engagement d'être un chef de file dans l'industrie de la mode tout en offrant sa marchandise à prix abordable. Nous nous efforçons constamment d'améliorer notre capacité de répondre aux besoins de nos clients, de leur offrir la marchandise originale qu'ils recherchent et de faire de leur magasinage une expérience positive et amusante.

Avec des dépenses en immobilisations de 45 millions de dollars au cours des 5 dernières années et une solide base financière, Le Château est prêt à connaître une croissance marquée durant le nouveau millénaire. Nous avons créé une infrastructure solide, avec des magasins modernes situés dans des lieux stratégiques, et pouvons compter sur un système d'exploitation qui a fait ses preuves. Notre équipe se compose de personnes expérimentées et dévouées, ce qui contribue à la grande popularité de la marque que nous affectionnons tant.

Nous sommes reconnaissants aux gens qui sont responsables de ce succès – notre clientèle et notre personnel – et les remercions de leur soutien et de leur confiance soutenus.



Herschel H. Segal (signé)
Président du Conseil
et chef de la direction



Jane Silverstone, B.A.LLL (signé)
Présidente

analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

Résultats d'exploitation

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	1999	1998	1997 (53 semaines)
Ventes	168 666 \$	160 921 \$	150 241 \$
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	9 019	10 035	9 206
Provision pour impôts sur les bénéfices	3 750	4 165	3 838
Bénéfice net	5 269 \$	5 870 \$	5 368 \$
Bénéfice net par action	1,07 \$	1,20 \$	1,15 \$
Marge brute d'autofinancement	12 048 \$	11 059 \$	10 106 \$
Croissance des ventes des magasins comparables	1,0 %	5,2 %	7,9 %
Superficie totale en pieds carrés à la fin de l'exercice	585 860	542 642	523 750
Ventes au pied carré, excluant les magasins-entrepôts	322 \$	323 \$	310 \$

Ventes

Les ventes ont progressé de 4,8 % atteignant 168,7 millions de dollars en 1999, principalement grâce à l'ouverture de 13 nouveaux magasins de la Société, portant le total à 159 magasins au 29 janvier 2000. La superficie totale est ainsi passée à 585 860 pieds carrés, en regard de 542 642 pour l'année précédente. Pour leur part, les ventes des magasins comparables ont augmenté de 1,0 % en 1999.

En excluant les magasins-entrepôts, les ventes au pied carré ont diminué légèrement, passant de 323 \$ en 1998 à 322 \$. Les activités de ventes en gros ont représenté 0,7 % des produits en 1999, comparativement à 2,3 % l'année précédente.

Ventes totales par division

(en milliers de dollars)	1999	1998	1997 (53 semaines)	Changement en %	
				1999-1998	1998-1997
Vêtements pour dames	106 708 \$	100 152 \$	100 591 \$	6,5 %	(0,4) %
Vêtements pour hommes	19 071	16 253	18 402	17,3	(11,7)
Vêtements <i>JUNIOR GIRL</i>	11 824	10 974	2 740	7,7	300,5
Chaussures	14 638	15 409	15 109	(5,0)	2,0
Accessoires	15 269	14 393	11 464	6,1	25,5
Ventes en gros	1 156	3 740	1 935	(69,1)	93,3
	168 666 \$	160 921 \$	150 241 \$	4,8 %	7,1 %

Les ventes de vêtements pour dames demeurent au premier rang parmi les divisions de la Société, représentant 63,3 % des ventes totales. Les divisions des vêtements pour hommes et des vêtements *JUNIOR GIRL* ont enregistré la croissance la plus rapide, avec des ventes augmentant de 17,3 % et de 7,7 % respectivement. Les ventes enregistrées par la division des chaussures ont accusé une baisse de 5,0 % en 1999, alors que celles des accessoires ont plutôt progressé de 6,1 %.

Ventes totales par région

(en milliers de dollars)

	1999	1998	1997 (53 semaines)	Changement en %	
				1999-1998	1998-1997
Ontario	61 490 \$	57 240 \$	53 454 \$	7,4 %	7,1 %
Québec	43 495	43 234	41 469	0,6	4,3
Prairies	24 795	22 232	22 176	11,5	0,3
Colombie-Britannique	22 479	20 239	19 675	11,1	2,9
Maritimes	6 956	6 323	5 313	10,0	19,0
États-Unis	8 295	7 913	6 219	4,8	27,2
Ventes en gros	1 156	3 740	1 935	(69,1)	93,3
	168 666 \$	160 921 \$	150 241 \$	4,8 %	7,1 %

En raison de l'ouverture de huit nouveaux magasins, la Colombie-Britannique et les Prairies ont inscrit la croissance la plus rapide en termes de ventes totales. Les ventes comparables dans ces régions ont toutefois diminué de 4,1 % et 3,0 % respectivement. Pour une deuxième année consécutive, les Maritimes et les États-Unis ont affiché la progression la plus importante en ce qui a trait aux ventes comparables, soit 5,6 % et 4,5 % respectivement (7,5 % et 33,8 % en 1998). L'Ontario a, pour sa part, enregistré une progression de 3,0 % au chapitre des ventes comparables, alors que ces dernières ont été plutôt stables au Québec.

Charges d'exploitation

Exprimés en pourcentage du chiffre d'affaires, le coût des marchandises vendues et les frais d'achat et d'occupation ont diminué à 64,2 % par rapport à 65,0 % en 1998, et ce, en raison principalement de marges supérieures dégagées sur la vente de marchandises dans certaines divisions.

Les charges générales et les frais de vente et d'administration, en pourcentage du chiffre d'affaires, sont passés de 24,9 % en 1998 à 26,4 % en 1999. Cette hausse résulte d'une part de l'augmentation des dépenses en marketing et publicité, augmentation découlant des efforts constants de développement de la marque Le Château et d'autre part, de la hausse des frais de main-d'œuvre en pourcentage des ventes.

Les intérêts débiteurs ont diminué de 626 000 \$ en 1998 à 466 000 \$ en 1999, à la suite du remboursement de 2,2 millions de la dette à long terme au cours de l'année.

Les frais d'amortissement ont augmenté à 5,8 millions de dollars par rapport à 5,3 millions de dollars en 1998, à la suite des investissements additionnels relativement à l'ouverture de nouveaux magasins et à la rénovation d'un certain nombre existants. Certaines de ces rénovations ont engendré la radiation d'améliorations locatives et d'agencements totalisant 561 000 \$, comparativement à 180 000 \$ l'exercice précédent.

La provision pour impôts de 3,8 millions de dollars de 1999 représente un taux d'imposition effectif de 41,6 %, contre 41,5 % l'année précédente.

Bénéfice

Le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA) a diminué à 15,3 millions de dollars ou 3,11 \$ par action en 1999, en regard de 16,0 millions de dollars ou 3,28 \$ par action en 1998. Le bénéfice net s'est chiffré à 5,3 millions de dollars ou 1,07 \$ par action, soit une baisse de 10,2 % par rapport à 5,9 millions de dollars ou 1,20 \$ par action enregistrés en 1998.

Aux États-Unis, le bénéfice avant impôts et amortissement s'est élevé à 507 000 \$ en 1999, contre 365 000 \$ en 1998. Le bénéfice net s'est hissé à 202 000 \$ par rapport à 86 000 \$. Le Château a continué d'exploiter trois magasins aux États-Unis.

Dividendes

En 1999, Le Château a maintenu, pour la sixième année consécutive, sa politique de versement de dividendes trimestriels sur les actions à droit de vote subalterne de catégorie A et les actions à droit de vote de catégorie B. Le total des dividendes par action de catégories A et B versés en 1999 s'élève à 0,40 \$ ou 0,10 \$ par trimestre. Le rendement des actions – basé sur le cours de clôture de 6,00 \$ par action enregistré le 8 mai 2000 – était de 6,7 %.

Liquidités et ressources en capital

La Société continue d'afficher un niveau élevé de liquidités, amplement suffisant pour couvrir ses frais d'exploitation, de même qu'une solide situation financière. La marge brute d'autofinancement s'est élevée à 12,1 millions de dollars ou 2,45 \$ par action en 1999, comparativement à 11,1 millions de dollars ou 2,27 \$ par action l'année précédente.

Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation (incluant la variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement) ont diminué à 6,5 millions de dollars par rapport à 6,6 millions de dollars en 1998. Les rentrées nettes liées aux activités d'exploitation et de financement ont servi aux activités de financement et d'investissement suivantes :

- Des dépenses en immobilisations de 10,6 millions de dollars, réparties ainsi :

Dépenses en immobilisations

(en milliers de dollars)	1999	1998	1997
Ouverture de magasins (13 magasins; 1998 - 8; 1997 - 12)	2 653 \$	1 173 \$	2 655 \$
Rénovation de magasins (14 magasins; 1998 - 15; 1997 - 14)	5 644	4 325	5 017
Systèmes informatiques	2 144	2 642	1 602
Machinerie, mobilier et agencements	187	682	348
	10 628 \$	8 822 \$	9 622 \$

De ces 10,6 millions de dollars de dépenses en immobilisations, une tranche de 10,5 millions de dollars est liée aux activités canadiennes, et de 0,1 million de dollars aux activités américaines.

- Le versement de dividendes totalisant 2,0 millions de dollars.
- Le remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition et de la dette à long terme totalisant 2,2 millions de dollars.

La situation de trésorerie de la Société s'établissait à 10,1 millions de dollars ou 2,04 \$ par action en 1999, en baisse par rapport à 17,4 millions de dollars ou 3,55 \$ par action en 1998.

Situation financière

La Société continue d'afficher une situation financière solide.

Le fonds de roulement se chiffrait à 19,6 millions de dollars à la fin de l'exercice, comparativement à 21,8 millions de dollars à la fin de 1998. Cette diminution s'explique en grande partie par le recours à des fonds provenant des activités d'exploitation pour le financement de certaines dépenses en immobilisations.

Les stocks ont augmenté à 20,4 millions de dollars par rapport à 17,0 millions de dollars un an auparavant, cette hausse étant attribuable au nombre accru de magasins à la fin de l'exercice et aux ventes plus lentes que prévu au quatrième trimestre.

L'avoir des actionnaires a augmenté à 50,4 millions de dollars à la fin de l'exercice, déduction faite des 2,0 millions de dollars versés en dividendes. La valeur comptable par action se chiffrait à 10,21 \$ à la fin de l'exercice, en regard de 9,57 \$ au 30 janvier 1999, et comprenait 2,04 \$ par action d'encaisse et de quasi-espèces.

Le total de la dette à long terme et des obligations en vertu des contrats de location-acquisition, y compris les tranches à court terme, a diminué à 3,9 millions de dollars par rapport à 6,1 millions de dollars en 1998. Le ratio d'endettement à long terme est demeuré sain à 0,08:1, comparativement à 0,13:1 l'année précédente.

Les dépenses en immobilisations prévues pour l'exercice 2000-2001 se chiffrent à environ 7,5 millions de dollars, dont 6,3 millions de dollars seront consacrés à l'ouverture de 9 à 12 nouveaux magasins et à la rénovation de 12 à 16 autres déjà existants. De plus, la Société poursuivra ses efforts destinés à améliorer l'efficacité de ses opérations en investissant quelque 1,2 million de dollars dans la technologie informatique.

La direction prévoit être en mesure de continuer à financer l'exploitation de la Société et la majeure partie des dépenses en immobilisations à même la marge brute d'autofinancement. Au besoin, elle pourrait également puiser dans ses ressources financières qui, à la fin de l'exercice, consistaient en une encaisse et des quasi-espèces de 10,1 millions de dollars, et une marge de crédit bancaire rotative de 11,0 millions de dollars. Une partie des dépenses en immobilisations prévues pourrait également être financée au moyen d'un emprunt à long terme.

Risques et incertitudes

Environnement concurrentiel

La mode est une industrie hautement concurrentielle et d'envergure internationale qui se doit de suivre l'évolution rapide de la demande des consommateurs. La popularité grandissante du commerce en ligne, un tout nouveau créneau de distribution, expose le détaillant traditionnel à de nouveaux défis. Cette concurrence sans précédent renforce la nécessité d'aller au-devant des attentes des clients en leur offrant les produits qu'ils souhaitent, au moment qu'ils le souhaitent, au prix abordable qu'ils désirent et accentue l'importance d'un service à la clientèle de qualité et d'une différenciation en magasin permettant d'offrir au client une expérience globale.

Dans cette optique, la direction continue de mettre l'accent sur le maintien de son caractère distinctif grâce notamment à son innovation, son personnel dynamique, ses magasins attrayants et une réponse rapide aux demandes des consommateurs.

Risque de change

Le risque de change auquel la Société est exposée se limite aux fluctuations des cours entre le dollar canadien et le dollar américain. Quand les circonstances l'exigent, elle a recours à des contrats à terme pour fixer le taux de change sur une portion de ses besoins prévus en dollars américains.

An 2000

Le problème relié au passage à l'An 2000 a résulté de systèmes informatiques recourant à deux chiffres plutôt que quatre pour identifier les années. Le problème du passage à l'An 2000 s'est révélé être l'occasion pour la Société d'investir et d'améliorer son matériel informatique ainsi que ses programmes d'applications. Ce faisant, la Société a investi approximativement 5,0 millions de dollars pour l'acquisition d'immobilisations au cours des quatre derniers exercices financiers pour des systèmes informatiques relatifs à la mise en marché, aux finances et à l'administration.

Les activités de la Société de même que ses divers systèmes informatiques ont jusqu'à maintenant fonctionné sans subir aucun incident. La Société ne prévoit pas que le passage à l'An 2000 aura un quelconque effet défavorable sur sa condition financière. Toutefois, la Société entend continuer à surveiller ses systèmes tout au long de l'année 2000, afin de corriger promptement toute anomalie qui pourrait éventuellement survenir.

Perspectives

La direction s'attend à une hausse marquée et constante des ventes durant l'exercice financier 2000. Les divisions des vêtements pour hommes et *JUNIOR GIRL* devraient être d'importants catalyseurs de cette croissance. Le succès de la Société découlera des efforts consentis au développement de sa marque, de la prééminence du nom Le Château et du renforcement de ses bases opérationnelles. Pour ce faire, elle devra continuer d'investir dans la recherche, la conception et le développement, dans l'ouverture de nouveaux magasins stratégiquement localisés ainsi que dans les rénovations et les nouvelles technologies.

Résultats trimestriels

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

	Premier trimestre		Deuxième trimestre		Troisième trimestre		Quatrième trimestre		Total	
	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998	1999	1998
Ventes	34 945 \$	32 325 \$	41 024 \$	39 721 \$	46 634 \$	45 552 \$	46 063 \$	43 323 \$	168 666 \$	160 921 \$
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(539) \$	414 \$	1 877 \$	2 308 \$	4 468 \$	4 234 \$	3 213 \$	3 079 \$	9 019 \$	10 035 \$
Bénéfice net (perte nette)	(315) \$	240 \$	1 098 \$	1 339 \$	2 613 \$	2 515 \$	1 873 \$	1 776 \$	5 269 \$	5 870 \$
Bénéfice net (perte nette) par action	(0,06) \$	0,05 \$	0,22 \$	0,27 \$	0,53 \$	0,52 \$	0,38 \$	0,36 \$	1,07 \$	1,20 \$

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

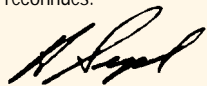
Les états financiers consolidés ci-joints de **Les Magasins Château du Canada Ltée** et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction.

Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus. Lorsqu'il était possible d'appliquer d'autres méthodes comptables, la direction a choisi celles qu'elle a jugées les plus appropriées dans les circonstances. Les états financiers ne sont pas précis, puisqu'ils renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers soient présentés fidèlement, à tous égards importants. La direction a également préparé l'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel et s'est assurée de sa concordance avec les états financiers.

La Société maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs de qualité supérieure, moyennant un coût raisonnable. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la Société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé d'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification, qui se compose de trois administrateurs externes nommés par le conseil d'administration. Le comité rencontre annuellement la direction ainsi que les vérificateurs externes indépendants, afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, ainsi que des questions de vérification et de présentation de l'information financière. Le comité examine également les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes, et fait part de ses constatations au conseil d'administration lorsque ce dernier approuve la publication des états financiers à l'intention des actionnaires. De plus, le comité étudie, dans le but de soumettre à l'examen du conseil d'administration et à l'approbation des actionnaires, la nomination des vérificateurs externes ou le renouvellement de leur mandat. Les vérificateurs externes ont librement et pleinement accès au comité de vérification.

Les états financiers ont été vérifiés, au nom des actionnaires, par les vérificateurs externes Ernst & Young s.r.l., conformément aux normes de vérification généralement reconnues.



Herschel H. Segal (signé)
Président du Conseil et
chef de la direction



Emilia Di Raddo, CA (signé)
Vice-présidente, finances
et administration et secrétaire générale

Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de

Les Magasins Château du Canada Ltée

Nous avons vérifié les bilans consolidés de **Les Magasins Château du Canada Ltée** aux 29 janvier 2000 et 30 janvier 1999 et les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues au Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Société aux 29 janvier 2000 et 30 janvier 1999 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus au Canada.



Ernst & Young s.r.l. (signé)
Comptables agréés

Montréal, Canada
le 4 avril 2000

Bilans consolidés

Constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions
 Au 29 janvier 2000
 (chiffres correspondants en date du 30 janvier 1999)
 (en milliers de dollars)

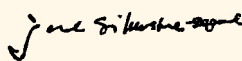
	2000		1999	
ACTIF				
Actif à court terme				
Espèces et quasi-espèces	10 090	\$	17 365	\$
Débiteurs et charges payées d'avance	2 215		1 483	
Impôts sur les bénéfices remboursables	761		—	
Stocks (note 3)	20 362		17 017	
Total de l'actif à court terme	33 428		35 865	
Prêts à un administrateur (note 4)	686		686	
Immobilisations (note 5)	34 510		30 321	
	68 624	\$	66 872	\$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Passif à court terme				
Créiteurs et charges à payer	10 719	\$	11 155	\$
Impôts sur les bénéfices à payer	—		227	
Dividendes à payer	494		489	
Tranche échéant à moins d'un an (à court terme) des obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	1 738		1 381	
Tranche échéant à moins d'un (à court terme) de la dette à long terme (note 7)	892		833	
Total du passif à court terme	13 843		14 085	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition (note 6)	996		2 735	
Dette à long terme (note 7)	226		1 118	
Impôts sur les bénéfices reportés	800		85	
Avantages incitatifs reportés	2 379		2 022	
Total du passif	18 244		20 045	
Capitaux propres				
Capital social (note 8)	13 427		13 169	
Bénéfices non répartis	36 953		33 658	
Total des capitaux propres	50 380		46 827	
	68 624	\$	66 872	\$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil,



Herschel H. Segal (signé)
 Administrateur



Jane Silverstone, B.A.LLL (signé)
 Administrateur

États consolidés des bénéfices non répartis

Exercice terminé le 29 janvier 2000
(chiffres correspondants pour l'exercice terminé le 30 janvier 1999)
(en milliers de dollars)

	2000		1999	
Solde au début de l'exercice	33 658	\$	29 740	\$
Bénéfice net	5 269		5 870	
	38 927		35 610	
Dividendes	1 974		1 952	
Solde à la fin de l'exercice	36 953	\$	33 658	\$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des résultats

Exercice terminé le 29 janvier 2000
(chiffres correspondants pour l'exercice terminé le 30 janvier 1999)
(en milliers de dollars)

	2000		1999	
Ventes	168 666	\$	160 921	\$
Coût des marchandises vendues et charges				
Coût des marchandises vendues, frais d'achat et d'occupation	108 234		104 630	
Charges générales et charges de vente et d'administration	44 577		40 145	
Intérêts	466		626	
Amortissement	5 809		5 305	
Radiation d'immobilisations	561		180	
	159 647		150 886	
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices	9 019		10 035	
Provision pour impôts sur les bénéfices (note 9)	3 750		4 165	
Bénéfice net	5 269	\$	5 870	\$
Bénéfice net par action (note 10)				
En circulation	1,07		1,20	
Dilué	1,02		1,14	
Nombre moyen d'actions en circulation	4 924 680		4 871 400	

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

États consolidés des flux de trésorerie

Exercice terminé le 29 janvier 2000

(chiffres correspondants pour l'exercice terminé le 30 janvier 1999)

(en milliers de dollars)

	2000		1999	
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION				
Bénéfice net	5 269	\$	5 870	\$
Redressements pour déterminer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Amortissement	5 809		5 305	
Radiation d'immobilisations	561		180	
Amortissement des avantages incitatifs reportés	(306)		(261)	
Impôts sur les bénéfices reportés	715		(35)	
	12 048		11 059	
Variation nette des soldes hors caisse du fonds de roulement liée à l'exploitation	(5 501)		(4 430)	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	6 547		6 629	
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT				
Remboursement des prêts à un administrateur	—		28	
Remboursement des obligations découlant de contrats de location-acquisition	(1 382)		(1 184)	
Remboursement de la dette à long terme	(833)		(773)	
Avantages incitatifs reportés	732		308	
Émission de capital social	258		367	
Dividendes versés	(1 969)		(1 826)	
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(3 194)		(3 080)	
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT				
Acquisitions d'immobilisations, déduction faite d'une augmentation des obligations découlant de contrats de location-acquisition	(10 628)		(8 181)	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(10 628)		(8 181)	
Diminution des espèces et quasi-espèces	(7 275)		(4 632)	
Espèces et quasi-espèces au début de l'exercice	17 365		21 997	
Espèces et quasi-espèces à la fin de l'exercice	10 090		17 365	
Information supplémentaire :				
Intérêts payés pendant l'exercice	466		626	
Impôts sur les bénéfices payés pendant l'exercice, net	4 066		6 349	
Activités de financement et d'investissement hors caisse :				
L'élément suivant a été acquis en vertu d'un contrat de location-acquisition				
Matériel informatique	—	\$	641	\$

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

29 janvier 2000

(Les montants des tableaux sont en milliers de dollars, sauf les montants par action et sauf indication contraire)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Utilisation d'estimations

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus nécessite l'utilisation par la direction d'estimations et d'hypothèses qui ont une incidence sur les montants constatés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les résultats réels pourraient être différents des montants estimés. De l'avis de la direction, les états financiers ont été dressés de façon appropriée selon les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Les Magasins Château du Canada Ltée et de sa filiale en propriété exclusive.

États consolidés des flux de trésorerie

À compter du 31 janvier 1999, la Société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés à l'égard de la présentation de l'information sur les flux de trésorerie.

En vertu des nouvelles recommandations, les opérations hors caisse sont exclues de l'état des flux de trésorerie et présentées ailleurs dans les états financiers. Les quasi-espèces se limitent aux placements qui peuvent être facilement convertibles en un montant connu d'espèces, en plus d'être assujettis à un risque de variation minimal à l'égard de leur valeur et de comporter une échéance initiale de trois mois ou moins. De même, les variations des emprunts à court terme, autres que les découverts qui font partie intégrante du processus de gestion de trésorerie quotidien, sont traitées à titre d'activités de financement.

L'adoption des nouvelles recommandations n'a pas eu d'incidence marquée sur l'information sur les flux de trésorerie.

Conversion des comptes exprimés en monnaie étrangère

Opérations conclues en monnaie étrangère et établissements étrangers intégrés :

Les éléments d'actif et de passif monétaires sont convertis en dollars canadiens aux taux en vigueur à la date du bilan. Les autres éléments d'actif et de passif sont convertis aux taux en vigueur aux dates des opérations. Les produits et les charges sont convertis aux taux de change moyens en vigueur au cours de l'exercice, à l'exception du coût des stocks utilisés et de l'amortissement, lesquels sont convertis aux taux de change en vigueur au moment de l'acquisition des éléments d'actif connexes. Les bénéfices font état des gains et pertes de change.

Espèces et quasi-espèces

Les espèces consistent en les fonds en caisse et les soldes auprès d'institutions bancaires. Les quasi-espèces se limitent aux placements qui peuvent être facilement convertibles en un montant connu d'espèces en plus d'être assujettis à un risque de variation minimal à l'égard de leur valeur et de comporter une échéance initiale de trois mois ou moins.

Stocks

Les matières premières et les produits en cours sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Les produits finis sont évalués, selon la méthode de l'inventaire au prix de détail, au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette moins la marge bénéficiaire normale.

Immobilisations et amortissement

Toutes les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est imputé aux résultats comme suit :

Bâtiment	10 %, amortissement dégressif
Mobilier et matériel	5 à 10 ans, amortissement linéaire
Automobiles	30 %, amortissement dégressif

Les droits de location et les améliorations locatives sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale des baux, plus une période de renouvellement.

Avantages incitatifs reportés

Les avantages incitatifs reportés sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée initiale des baux, plus une période de renouvellement.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

1. CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Régime de rémunération sous forme d'actions

La Société offre un régime de rémunération sous formes d'actions qui est décrit à la note 8. Aucune charge de rémunération n'est constatée pour ce régime à l'octroi d'options d'achat d'actions ou à l'émission d'actions à des employés. Toute contrepartie versée par des employés à la levée d'options d'achat d'actions ou à l'achat d'actions est portée au crédit du capital social. Si les actions ou les options d'achat d'actions sont rachetées auprès d'employés, l'excédent de la contrepartie versée par rapport à la valeur comptable des actions ou des options d'achat d'actions annulées est imputé aux bénéfices non répartis.

Frais d'ouverture de magasins

Les frais d'ouverture de magasins sont radiés à l'exercice dès qu'ils sont engagés.

Impôts sur les bénéfices

La provision pour impôts sur les bénéfices de la Société est fondée essentiellement sur les bénéfices constatés avant impôts sur les bénéfices et comprend une provision appropriée pour les impôts sur les bénéfices reportés découlant des écarts temporaires. Les écarts temporaires sont imputables à des éléments dont les montants présentés à des fins comptables ne correspondent pas à ceux comptabilisés à des fins fiscales, et constituent principalement un amortissement.

2. FACILITÉ DE CRÉDIT

La Société dispose de facilités de crédit qui s'élevaient à 11 millions de dollars, garanties par les débiteurs et les stocks de la Société, les actions émises d'une filiale et une hypothèque mobile qui prévoit une charge sur les actifs de la Société. Cette convention de crédit est renouvelable annuellement. Les montants prélevés sur ces facilités de crédit sont remboursables à vue et portent intérêt aux taux établis d'après le taux bancaire préférentiel pour les emprunts libellés en dollars canadiens et d'après le taux de base aux États-Unis pour les emprunts libellés en dollars américains. En outre, les modalités de la convention bancaire exigent que la Société respecte certains ratios financiers.

3. STOCKS

	29 janvier 2000		30 janvier 1999	
Matières premières	4 459	\$	4 161	\$
Produits en cours	1 403		1 052	
Produits finis	14 500		11 804	
	20 362	\$	17 017	\$

4. PRÊTS À UN ADMINISTRATEUR

Les prêts ne portent pas intérêt et ont été accordés en vertu du régime d'achat d'actions.

La Société détient les actions à titre de sûreté pour des prêts ayant une valeur marchande de 537 000 \$ au 29 janvier 2000. Ces prêts doivent être remboursés de 2003 à 2005, sous réserve d'un paiement effectué plus tôt advenant la cessation de l'emploi ou l'aliénation des actions de l'administrateur. Leur juste valeur ne peut être déterminée.

5. IMMOBILISATIONS

	Coût		Amortissement cumulé		Valeur comptable nette	
29 janvier 2000						
Terrain et bâtiment	536	\$	330	\$	206	\$
Droits de location et améliorations locatives	19 616		6 808		12 808	
Caisses enregistreuses aux points de vente et matériel informatique	11 630		5 497		6 133	
Autres mobilier et agencements	23 784		8 487		15 297	
Automobiles	221		155		66	
	55 787	\$	21 277	\$	34 510	\$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

5. IMMOBILISATIONS (suite)

	Coût		Amortissement cumulé		Valeur comptable nette	
30 janvier 1999						
Terrain et bâtiment	536	\$	310	\$	226	\$
Droits de location et améliorations locatives	17 848		6 330		11 518	
Caisses enregistreuses aux points de vente et matériel informatique	9 458		4 083		5 375	
Autres mobilier et agencements	20 234		7 227		13 007	
Automobiles	393		198		195	
	48 469	\$	18 148	\$	30 321	\$

Des immobilisations de 8 887 000 \$ [7 192 000 \$ en 1999] sont détenues en vertu de contrats de location-acquisition. L'amortissement cumulé à l'égard de ces immobilisations totalise 4 031 000 \$ [3 030 000 \$ en 1999].

6. OBLIGATIONS DÉCOULANT DE CONTRATS DE LOCATION-ACQUISITION

Les loyers minimums à payer en vertu des contrats de location-acquisition sont comme suit :

2001	1 888	\$
2002	904	
2003	143	
Total des loyers minimums à payer	2 935	
Montant représentant l'intérêt à des taux se situant entre 7 % et 10 %	201	
	2 734	
Moins la tranche à court terme	1 738	
	996	\$

La juste valeur des contrats de location-acquisition à taux fixe est fondée sur les flux de trésorerie futurs estimatifs actualisés en utilisant le taux courant du marché pour les dettes ayant la même durée jusqu'à l'échéance, comme conseillé par les banquiers de la Société. La juste valeur de ces contrats de location-acquisition se rapproche de leur valeur comptable.

7. DETTE À LONG TERME

	29 janvier 2000		30 janvier 1999	
Contrat de garantie spécifique, 7,9 % (le «prêt»), échéant le 15 avril 2001	1 085	\$	1 879	\$
Autres	33		72	
	1 118		1 951	
Moins la tranche à court terme	892		833	
	226	\$	1 118	\$

Le prêt est garanti par la totalité des immobilisations acquises avec le produit du prêt, comme précisé dans le contrat d'emprunt.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

7. DETTE À LONG TERME (suite)

Les remboursements du capital sont payables au cours des exercices suivants :

2001	892	\$
2002	226	
	1 118	\$

La juste valeur des prêts décrits ci-dessus se rapproche de leur valeur comptable.

8. CAPITAL SOCIAL

Autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées de premier, deuxième et troisième rangs, sans droit de vote et pouvant être émises en série.

Un nombre illimité d'actions de catégorie A avec droit de vote subalterne.

Un nombre illimité d'actions de catégorie B avec droit de vote.

Émis

	29 janvier 2000		30 janvier 1999	
1 915 091 actions de catégorie A (1 872 871 en 1999)	12 363	\$	12 105	\$
3 020 000 actions de catégorie B	1 064		1 064	
	13 427	\$	13 169	\$

Au cours de l'exercice terminé le 29 janvier 2000, la Société a émis 42 220 actions de catégorie A (58 420 en 1999) en vertu du régime d'options d'achat d'actions pour 257 361 \$ (367 108 \$ en 1999).

Caractéristiques principales

a) En ce qui a trait au versement de dividendes et au rendement du capital, les actions prennent rang comme suit :

- Privilégiées de premier rang
- Privilégiées de deuxième rang
- Privilégiées de troisième rang
- Catégorie A et catégorie B

- b) Sous réserve des droits des actionnaires privilégiés, les porteurs d'actions de catégorie A ont droit à un dividende privilégié non cumulatif de 0,05 \$ par action, après quoi les porteurs d'actions de catégorie B ont droit à un dividende non cumulatif de 0,05 \$ par action. Tout autre dividende déclaré au cours d'un exercice doit être déclaré et versé en montants égaux par action pour toutes les actions de catégorie A et de catégorie B alors en circulation, sans privilège ni distinction.
- c) Sous réserve de ce qui précède, les actions de catégorie A et les actions de catégorie B ont égalité de rang, action pour action, quant aux bénéfices.
- d) Les actions de catégorie A confèrent un vote par action et les actions de catégorie B, 10 votes par action.
- e) Les actions de catégorie A sont convertibles en actions de catégorie B à raison d'une action pour une action si la société mère cesse de contrôler la Société ou si une offre est acceptée quant à la vente de plus de 20 % des actions de catégorie B alors en circulation à un prix supérieur à 115 % de leur cours à la cote. Les actions de catégorie B sont convertibles en actions de catégorie A en tout temps, à raison d'une action pour une action.

Régime d'options d'achat d'actions

En vertu des dispositions du régime d'options d'achat d'actions, la Société peut accorder des options à des employés clés et des administrateurs pour acheter des actions de catégorie A. Le régime, qui a été modifié le 28 mai 1997, prévoit qu'un maximum de 750 000 actions de catégorie A peut être émis en vertu de celui-ci à compter du 28 mai 1997 et que le prix de l'option ne peut être inférieur au cours de clôture des actions de catégorie A à la Bourse de Toronto le dernier jour ouvrable avant la date à laquelle l'option est accordée. Les options d'achat d'actions peuvent être levées progressivement par le porteur sur une période de cinq ans débutant à la date d'octroi. Depuis le 28 mai 1997, 338 800 options ont été levées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

8. CAPITAL SOCIAL (suite)

Le tableau ci-dessous présente un sommaire de la situation du régime d'options d'achat d'actions de la Société aux 29 janvier 2000 et 30 janvier 1999 et des changements pendant les exercices terminés à ces dates :

	29 janvier 2000		30 janvier 1999	
	Actions	Prix de levée moyen pondéré	Actions	Prix de levée moyen pondéré
En circulation au début de l'exercice	304 020	6,99 \$	321 040	6,03 \$
Octroyées	103 200	7,83 \$	78 000	10,17 \$
Levées	42 220	6,10 \$	58 420	6,28 \$
Annulées/échues	18 300	6,97 \$	36 600	6,44 \$
En circulation à la fin de l'exercice	346 700	7,35 \$	304 020	6,99 \$
Options pouvant être levées à la fin de l'exercice	84 876	6,95 \$	64 928	6,54 \$

Le tableau suivant résume l'information relative aux options d'achat d'actions en circulation au 29 janvier 2000.

Fourchette de prix de levée	Nombre en circulation au 29 janvier 2000	Durée de vie restante moyenne pondérée	Prix de levée moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être levées au 29 janvier 2000	Prix de levée moyen pondéré
4,88 \$ à 6,49 \$	180 760	2 ans	5,82 \$	51 716	5,71 \$
6,50 \$ à 7,99 \$	12 240	1 an	6,70 \$	8 560	6,57 \$
8,00 \$ à 8,99 \$	70 700	4 ans	8,26 \$	—	— \$
9,00 \$ à 10,17 \$	83 000	3 ans	10,03 \$	24 600	9,69 \$
4,88 \$ à 10,17 \$	346 700	3 ans	7,35 \$	84 876	6,95 \$

Régime d'achat d'actions

En vertu des dispositions du régime d'achat d'actions, la Société peut accorder à ses employés clés des droits de souscription visant des actions de catégorie A. Le régime, qui a été modifié le 28 mai 1997, prévoit qu'un maximum de 10 000 actions de catégorie A peut être émis en vertu de celui-ci à compter du 28 mai 1997 et que le prix de souscription ne peut être inférieur au cours de clôture des actions de catégorie A à la Bourse de Toronto le dernier jour ouvrable avant la date à laquelle le droit de souscription a été accordé. Depuis le 28 mai 1997, aucune action n'a été émise en vertu du régime d'achat d'actions.

9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le taux d'imposition réel de la Société est établi comme suit :

	29 janvier 2000	30 janvier 1999
Taux d'imposition canadien combiné fédéral et provincial	40,3 %	41,4 %
Augmentation (diminution) du taux d'imposition découlant de ce qui suit :		
Écarts permanents	0,4	0,3
Divers	0,9	(0,2)
Taux d'imposition réel	41,6 %	41,5 %

Au 29 janvier 2000, une filiale américaine avait des pertes accumulées de 12,3 millions de dollars CA (8,5 millions de dollars US) venant à échéance entre 2001 et 2013. Les avantages fiscaux relatifs au report prospectif de ces pertes n'ont pas été comptabilisés dans les états financiers.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

10. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice par action en circulation est calculé selon le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice.

Le bénéfice dilué par action fait état de l'effet de dilution découlant de la levée des options d'achat d'actions en circulation à la fin de l'exercice ou des options levées au cours de l'exercice, comme si elles avaient été levées au début de l'exercice ou à la date de leur octroi si l'octroi survient après le début de l'exercice. Le nombre d'actions utilisées dans le calcul du bénéfice dilué par action est de 5 233 478 actions (5 195 888 en 1999). L'intérêt sur les fonds qui auraient été reçus si les options avaient été levées, soit 60 000 \$ (64 000 \$ en 1999) déduction faite des impôts sur les bénéfices, a été imputé à un taux annuel de 5 % (5 % en 1999).

11. ENGAGEMENTS

Les loyers minimums à verser en vertu de contrats de location-exploitation à long terme se présentent comme suit :

2001	17 926	\$
2002	17 334	
2003	16 872	
2004	14 678	
2005	11 419	
Par la suite	27 243	
	105 472	\$

Certains des contrats de location-exploitation prévoient des loyers annuels supplémentaires fondés sur les ventes en magasin ainsi que des augmentations annuelles des charges d'exploitation du propriétaire.

12. INFORMATION SECTORIELLE

Le seul secteur d'exploitation de la Société est la vente au détail de vêtements, d'accessoires et de chaussures pour hommes, femmes et enfants dynamiques et sensibles à la mode.

L'information sectorielle est attribuée aux secteurs géographiques selon l'emplacement des magasins de la Société. Voici un résumé des activités et des actifs de la Société, par région géographique :

	29 janvier 2000		30 janvier 1999	
Ventes :				
Canada	160 303	\$	152 577	\$
États-Unis	8 363		8 344	
	168 666	\$	160 921	\$
Amortissement :				
Canada	5 504	\$	5 026	\$
États-Unis	305		279	
	5 809	\$	5 305	\$
Bénéfice net :				
Canada	5 067	\$	5 784	\$
États-Unis	202		86	
	5 269	\$	5 870	\$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

12. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	29 janvier 2000		30 janvier 1999	
Bénéfice net par action (en circulation) :				
Canada	1,03	\$	1,18	\$
États-Unis	0,04		0,02	
	1,07	\$	1,20	\$
Actifs sectoriels :				
Canada	65 922	\$	64 185	\$
États-Unis	2 702		2 687	
	68 624	\$	66 872	\$
Dépenses en capital :				
Canada	10 533	\$	8 483	\$
États-Unis	95		339	
	10 628	\$	8 822	\$
Immobilisations :				
Canada	32 703	\$	28 308	\$
États-Unis	1 807		2 013	
	34 510	\$	30 321	\$

13. INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société conclut des contrats de change comportant une échéance inférieure à un an pour l'achat de devises afin de couvrir les flux de trésorerie futurs prévus libellés en dollars américains. Au 29 janvier 2000, la valeur nominale et la juste valeur de ces contrats s'élevaient à environ 867 000 \$ (755 000 \$ en 1999).

14. INCERTITUDE LIÉE AU PASSAGE À L'AN 2000

Le passage à l'an 2000 pose un problème parce que de nombreux systèmes informatiques utilisent deux chiffres plutôt que quatre pour identifier l'année. Les systèmes sensibles aux dates peuvent confondre l'an 2000 avec l'année 1900 ou une autre date, ce qui entraîne des erreurs lorsque des informations faisant intervenir des dates de l'an 2000 sont traitées. En outre, des problèmes semblables peuvent se manifester dans des systèmes qui utilisent certaines dates de l'année 1999 pour représenter autre chose qu'une date. Bien que le passage à l'an 2000 ait eu lieu, il n'est pas possible de conclure que tous les aspects du problème du passage à l'an 2000 susceptibles d'avoir une incidence sur l'entité, y compris ceux qui sont liés aux clients, aux fournisseurs ou à d'autres tiers, ont été entièrement résolus.

15. CHIFFRES CORRESPONDANTS DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin qu'ils soient conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

renseignements sur la société

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Herschel H. Segal
Président du Conseil
et chef de la direction de la Société

Jane Silverstone, B.A.LLL
Présidente de la Société

Sidney Horn *
Associé
Stikeman Elliott

Victor Koloshuk *
Président
Koloshuk Farrugia Corp.

A.H.A. Osborn *
Chef de la direction
Alexon Group plc

Herbert E. Siblin, FCA
Président
Siblin & Associés Ltée

* Membre du Comité de vérification

DIRIGEANTS

Herschel H. Segal
Président du Conseil
et chef de la direction

Jane Silverstone, B.A.LLL
Présidente

Betty Berliner
Vice-présidente principale,
achats et mise en marché

Emilia Di Raddo, CA
Vice-présidente, finances et
administration
et secrétaire générale

Franco Rocchi
Vice-président, ventes et opérations

SIÈGE SOCIAL

5695, rue Ferrier
Ville Mont-Royal (Québec)
H4P 1N1
Tél. : (514) 738-7000
Internet : <http://www.le-chateau.com>

Vérificateurs

Ernst & Young s.r.l.
Comptables agréés

Registraire et agent des transferts
Compagnie Montréal Trust

Conseillers juridiques
Stikeman Elliott

Banquiers

Banque Royale du Canada

Assemblée annuelle des actionnaires

Le mercredi 5 juillet 2000
à 10h00 au siège social
de la Société

Rédaction et conception : Maison Brison Inc.

le château



Eaton Centre, Toronto







le château





le château

PUNTONE®
hip red

PUNTONE®
cool orange

PUNTONE®
whatever

PUNTONE®
anyways





JUNIOR
GIRL
le château

07 80 20 23 24



Place de la Cathédrale, Montréal



Chinook Centre, Calgary



Staten Island, New York